

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 4 FÉVRIER 2021

Délibération n° 2021-016- DC

Date d'affichage : Le 11 février 2021	Le quatre février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis, en visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt neuf janvier deux mille vingt et un.
Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 64 Excusé(s) : 11 Dont représenté(s) : 7 Absent(s) : 6 Nombre de votants : 71 -----	Présents : (64) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Géraldine LE COZ, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Nathalie MORON, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME. Dont suppléé(s) remplacé(s) :
Secrétaires de séance : <i>Colette GAGNEUX de Doué-en-Anjou et Pierre de BOUTRAY de Saint Macaire du Bois</i>	Excusés : (11) Guy BERTIN, Sophie TUBIANA, Didier ROUSSEAU, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gérard POLICE, Alain BOURDIN, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Nathalie LIEBAULT, Noël NERON Dont excusés avant donné pouvoir : (7) Guy BERTIN à Béatrice BERTRAND, Sophie TUBIANA à Isabelle DEVAUX, Gérard POLICE à Christian RUAULT, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Sylvie TAUGOURDEAU, Noël NERON à Béatrice GUILLON. Absents : (6) Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Emmanuel BRAULT, Benoit LAMY, Sylvain LEFEBVRE.

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Aux termes de la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

1. Au regard de la pérennisation des missions confiées à un éducateur territorial des activités physiques et sportives (APS) ainsi qu'à un adjoint technique, exerçant tous les deux à temps complet au sein de la Direction des Politiques Sportives (DPS), il est nécessaire de transformer ces deux postes de contractuels actuellement existants au tableau des emplois et des effectifs en postes de titulaires pour une nomination respectivement au grade d'éducateur territorial des APS et d'adjoint technique à temps complet

2. Suite au départ à la retraite d'un rédacteur principal de 1ère classe, exerçant ses fonctions à temps complet au sein de la Direction Générale des Services – service courrier, et pour permettre à adjoint administratif principal de 1ère classe d'évoluer dans ses missions, il est proposé de fermer le poste de rédacteur actuellement existant au tableau des emplois et des effectifs.

Suite au départ à la retraite d'un attaché principal, exerçant ses fonctions à temps complet au sein de la Direction Générale des Services – Administration Générale, le poste de son remplaçant est ouvert sur le grade de Rédacteur territorial, à temps complet, sur le fondement de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 (CDD conclu pour un an dans la limite de deux ans sur une vacance temporaire d'emploi)

3. Après le départ d'un technicien territorial, exerçant ses fonctions à temps complet au sein de la Direction de l'Environnement et des Grands Équipements (DEGE) – service Études et Travaux, le poste de son remplaçant est ouvert sur le grade d'ingénieur, à temps complet, sur le fondement de l'article 3-3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, à savoir un emploi permanent de catégorie A lorsque la nature des fonctions le justifie.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique

Territoriale
 Accusé de réception en préfecture
 04/03/2020 10:16:20210215-2021-016-DC-DE
 Date de télétransmission : 15/02/2021
 Date de réception préfecture : 15/02/2021

Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Vu l'avis favorable du Comité Technique ,

Il est donc proposé au Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire d'entériner les modifications d'emplois telles que présentées ci dessous :

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

1. Direction des Politiques Sportives :

Budget principal (1) :

ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION		
Grade	Temps de travail	Type recrutement / Durée de l'engagement	Effectif		Grade	Type recrutement / Durée de l'engagement
Educateur territorial APS	Temps complet	Emploi permanent. Si contractuel : Article 3-2 loi n°84-53 du 26/01/1984, vacance temporaire d'emploi, durée maximale d'un an renouvelable 1 fois	-1	+ 1	Educateur territorial APS	titulaire
Adjoint technique	Temps complet	Emploi permanent. Si contractuel : Article 3-2 loi n°84-53 du 26/01/1984, vacance temporaire d'emploi, durée maximale d'un an renouvelable 1 fois	- 1	+ 1	Adjoint technique	titulaire

2. Direction Générale des services :

Budget principal (1) :

service courrier

Grade	Catégorie	effectif	Temps de travail	Directions/ Services
rédacteur principal de 1ère classe	B	- 1	Temps complet	DGS- service courrier

Administration Générale :

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20210215-2021-016-DC-DE
Date de transmission : 15/02/2021
Date de réception préfecture : 15/02/2021

ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION			
Grade	Catégorie	Temps de travail	Effectif		Grade	Catégorie	Type de recrutement/ Durée de l'engagement
attaché principal	A	Temps complet	-1	+ 1	rédacteur territorial	B	Temps complet emploi permanent. Si contractuel : Article 3-2 loi n°84-53 du 26/01/1984, vacance temporaire d'emploi, durée maximale d'un an renouvelable 1 fois

3 . Direction de l'Environnement et des Grands Équipements – service Études et Travaux**Budget eau potable (2) :**

ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION			
Grade	Temps de travail	Type recrutement / Durée de l'engagement	Effectif		Grade	Temps de travail	Type recrutement / Durée de l'engagement
Technicien territorial	Temps complet	Emploi permanent. Si contractuel : Article 3-2 loi n°84-53 du 26/01/1984, vacance temporaire d'emploi, durée maximale d'un an renouvelable 1 fois	-1	+ 1	Ingénieur territorial	Temps complet	Emploi permanent. Si contractuel: Article 3-3-2° loi n°84-53 du 26/01/1984 - 3 ans maxi renouvelable dans la limite de 6 ans. A l'issue, renouvellement en CDI

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 71 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

15 FEV. 2021

Date de réception en sous-préfecture :

15 FEV. 2021

Insertion au RAA du 1er trimestre 2021

Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	4. Fonction Publique	4.1 Personnel titulaires et stagiaires de la FPT 4.1.4 Autres actes
-------------------	----------------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »